



**Groupe de la Gauche combative,
communiste
et républicaine
de Seine-Maritime**

Rouen, le 2 février 2022

Communiqué

Conseil départemental du 3 février : Des orientations budgétaires en marche arrière !

Affaibli par 5 années d'application de l'austérité qui ont mis à l'os les capacités de solidarité de la collectivité départementale (*), le Département de Seine-Maritime aura mis 1 an après le déclenchement de la crise sanitaire pour réagir à travers différents dispositifs de soutien utiles (mars 2021).

Et alors que la crise n'est pas terminée, les orientations budgétaires proposées demain par la majorité des droites ne prévoient pas de les maintenir.

Des orientations qui ne prévoient pas non plus d'intervention pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages pris en étau entre la stagnation des salaires et des pensions, et la forte hausse des prix.

Face à l'explosion des factures énergétiques, le Département ne joue pas son rôle de collectivité des solidarités en ne se donnant pas les moyens d'être aux côtés des habitants pour qui c'est insupportable. Le Fonds de solidarité logement se réduit d'ailleurs comme peau de chagrin.

De plus, aucune expérimentation d'un revenu universel pour les jeunes n'est envisagée ; la majorité refuse de donner suite à la création de centres de santé dans les déserts médicaux avec embauches de médecins salariés, ou encore d'affecter des moyens supplémentaires pour les Centres Médico-Sociaux de proximité...

A cela s'ajoute une complaisance incompréhensible à l'égard des décisions gouvernementales qui continuent de diminuer le pouvoir d'agir des collectivités locales et leur autonomie.

Pourtant, sans que cela n'émeuve la majorité, de 2013 à 2021, la Seine-Maritime a perdu 67 Millions d'€ par une baisse continue de sa Dotation Globale de Fonctionnement et le reste à charge sur le versement du RSA a augmenté de 74 Millions en raison de la baisse opérée par l'Etat dans ses compensations financières.

Alors que les urgences sanitaires, sociales, écologiques et démocratiques appellent à des changements forts dans les approches et dans les politiques publiques à mettre désormais en œuvre, les Droites font comme si l'orage était derrière nous.

Les élus de la Gauche combative, communiste et républicaine comptent se saisir du débat prévu demain en Conseil départemental pour dénoncer ce qu'il est convenu d'appeler des désorientations budgétaires dans un contexte où le Département est plus que jamais attendu sur le terrain des solidarités.

Ils formuleront de nouveau de nombreuses propositions concrètes pour que le Département en revienne à ses fondamentaux, l'utilité d'un département n'étant pas de se contenter de gérer « en père peinard ».

Redonner du sens à l'action publique, c'est au contraire contribuer concrètement à changer les choses, à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens, les protéger et leur donner des perspectives pour croire de nouveau dans les vertus de la démocratie et de la politique.

- **Nicolas LANGLOIS**, Conseiller départemental, Maire de Dieppe, Président du groupe
- **Séverine BOTTE**, Conseillère départementale, 1^{er} adjointe au Maire d'Oissel
- **Alban BRUNEAU**, Conseiller départemental, Maire de Gonfreville l'Orcher
- **Maryline FOURNIER**, Conseillère départementale, Maire d'Arques-la-Bataille
- **Sophie HERVE**, Conseillère départementale, Conseillère municipale du Havre
- **Laurent JACQUES**, Conseiller départemental, Maire du Tréport
- **Christine MOREL**, Conseillère départementale, Maire d'Harfleur
- **Joachim MOYSE**, Conseiller départemental, Maire de Saint-Etienne-du-Rouvray

() Dont la suppression de près de 500 postes dans les effectifs*